

TERMES DE REFERENCES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE JARDINS D'ENFANTS A 2 CLASSES AVEC DORTOIR ET MAGASIN ET D'UN BLOC DE LATRINE ECOSAN A 2 CABINES DANS LES REGIONS SAVANES, PLATEAUX ET GRAND LOME.

N°RFPS 2023- LRFP- 9181973

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) Togo lance un appel d'offres portant pour « **Les Travaux de construction et équipement de jardin d'enfants à 2 classes avec dortoir et magasin et d'un bloc de latrine Ecosan a 2 cabines dans les régions Savanes, Plateaux et Grand Lomé** », conformément à l'Annexe A.

Vous êtes invités à soumettre une proposition pour lesdits services.

Les documents annexés ci-après vous permettront de préparer votre soumission :

1. Annexe A : Instructions aux soumissionnaires ;
2. Annexe B : Termes de références et cahier des prescriptions techniques particulières des travaux ;
3. Annexe C : Acte de soumission (remplir et joindre à votre offre) ;
4. Annexe D : Conditions générales applicables aux contrats d'entreprise.

Lors de la préparation de votre devis, veuillez suivre les instructions et données de la demande de cotation.

Veuillez noter que les devis doivent être présentés à l'aide de l'annexe C : Formulaire de soumission de l'Offre et Annexe D : Offre technique et financière, selon la méthode et à la date et l'heure indiquées en Annexe A ci-dessous.

Il est de votre responsabilité de veiller à ce que votre devis soit soumis avant la date limite. Les offres reçues après la date limite de soumission, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en considération pour évaluation.


Nous vous remercions et espérons recevoir votre offre.

Préparé par :  _____

Esther Bayala, Hacquin

Supply &Logistics Spécialiste

Date : Vendredi 07 avril 2023

Revu par :  _____

Kokoe Jocelyne Foly-Ehke

Supply & Logistics Officer

Approuvé par :  _____

Evariste Rutayisire

Date : Vendredi 07 avril 2023

Chargé des Opérations

ANNEXE A : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Introduction	
Definition des Travaux :	Travaux de construction et équipement de jardins d'enfants à 2 classes avec dortoir et magasin et d'un bloc de latrine ECOSAN à 2 cabines dans les régions Savanes, plateaux et Grand Lomé
Nom et adresse du Maître d'Ouvrage :	Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle
Adresse du Maître d'Ouvrage Délégué :	UNICEF
Origine des fonds:	UNICEF
Délai indicatif d'exécution des travaux :	Le délai d'exécution des travaux est de : Quatre (4) mois maximum à partir de la signature des contrats par l'entreprise adjudicataire
Date-limite de soumissions des demandes d'explication/questions	Les demandes de clarification des soumissionnaires ne seront acceptées 5 jours avant la date limite de soumission. Les réponses à la demande de clarification seront communiquées via courriel au plus tard le jeudi 20 Avril à 09 h 00 GMT (heure de Togo) à l'adresse suivante : tgosupply@unicef.org avec comme objet « RFPS LRFP- 9181973 Travaux de construction et équipement de jardins d'enfants à 2 classes avec dortoir et magasin et d'un bloc de latrine ECOSAN à 2 cabines dans les régions Savanes, plateaux et Grand Lomé »
L'adresse pour l'envoi des offres de soumission	Les offres doivent être envoyées exclusivement et uniquement à l'adresse suivante : tgosupply@unicef.org avec comme objet « RFPS LRFP- 9181973 Travaux de construction et équipement de jardins d'enfants à 2 classes avec dortoir et magasin et d'un bloc de latrine ECOSAN à 2 cabines dans les régions Savanes, plateaux et Grand Lomé » <i>NB : L'offre financière envoyée devra être protégée par un mot de passe (que vous ne transmettez que sur demande par mail de l'UNICEF)</i> NB : Le dépôt n'entraîne aucun engagement de l'UNICEF vis-à-vis du soumissionnaire.
Nombre de copies de la soumission qui doit être fourni	Une version électronique de l'offre Technique (contenu de l'offre technique) et une version électronique de l'Offre Financière
Date-limite de dépôt des soumissions	Date : Jeudi 27 avril 2023 à 17 h 00 GMT (heure de Togo). Les offres seront invalidées si elles sont reçues après la date et l'heure stipulées
Conformité des offres	Toute offre qui ne répondrait pas explicitement aux exigences de la présente demande de cotation sera rejetée pour non-conformité, sans préjudice pour l'UNICEF. La référence de la demande de cotation doit être mentionnée dans le mail de la soumission ; Les offres reçues après la date de clôture seront invalidées.
	Aucune offre ne peut être modifiée après la date et l'heure fixées pour la remise des offres Avant l'ouverture des offres, les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre après notification écrite reçue par l'UNICEF à l'adresse suivante : tgosupply@unicef.org avec comme mention

Modifications des offres	<p>«RFPS LRFP- 9181973 Travaux de construction et équipement de jardins d'enfants à 2 classes avec dortoir et magasin et d'un bloc de latrine ECOSAN à 2 cabines dans les régions Savanes, plateaux et Grand Lomé»</p> <p>Une négligence de la part du soumissionnaire ne lui confère aucun droit pour le retrait de l'offre après l'ouverture.</p> <p>L'UNICEF se réserve le droit d'écarter toute offre présentant des effacements, ratures, surcharges, mentions complémentaires ou modifications portées principalement sur les textes originaux de l'ensemble des documents de la demande de cotation.</p>
Durée de la validité des offres de prix à compter de la date de soumission	<p>120 jours</p> <p>Dans des circonstances exceptionnelles, l'UNICEF pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de l'offre de prix au-delà de ce qui est indiqué dans ce document (AO). Le soumissionnaire devra alors confirmer par écrit la prorogation sans pour autant apporter des modifications sur l'offre des prix.</p>
Variation de prix	Aucune variation des prix due à l'escalade, à l'inflation, à la fluctuation des taux de change ou à tout autre facteur du marché ne peut être acceptée à tout moment pendant la validité de l'offre et ce après la réception de ladite offre.
Formulaire de soumission	Le formulaire de soumission remplie, signé et cacheté (Annexe C)
Nombre de copies	Une copie électronique de l'offre financière et de l'offre technique
Contenu de l'Offre Technique (Respecter l'ordre ci-contre dans la constitution de l'offre technique)	<p>Documents Administratifs :</p> <p>Les offres techniques comporteront les dossiers suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Autorisation d'Installation ou carte unique de création d'entreprise; 2. Carte d'opérateur économique; 3. Quitus fiscal en cours de validité; 4. Attestation de la CNSS; 5. Attestation de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales 6. Attestation de bilan financier certifié (signé et cacheté) des années 2020 et 2021 <p>NB : L'absence de l'un ou plusieurs des documents ci-dessus énumérés peut entraîner le rejet de la soumission</p> <p>Documents techniques:</p> <ol style="list-style-type: none"> 7. L'Acte de soumission renseigné, daté et signé par la personne autorisée à cet effet (Annexe C) ; 8. Description de l'organisation envisagée ; 9. Moyens humains et matériels proposés 10. Références de l'entreprise ; 11. Qualité du dossier de soumission.
Contenu de l'Offre Financière	<ul style="list-style-type: none"> - Le montant des travaux de construction - Le montant total de fabrication des mobiliers - Les frais de transport et de distribution des mobiliers - Le cout du marquage des mobiliers (logo Unicef)

Méthode d'évaluation devant être utilisée pour la sélection de la soumission la plus conforme aux exigences	Méthode de notation combinée, en utilisant une répartition 70% - 30% entre la soumission technique et la soumission financière, respectivement
Recommandation finale	Seules les offres reconnues conformes, seront évaluées et comparées par la commission. L'offre évaluée la mieux-disante sera retenue et son soumissionnaire déclaré adjudicataire
Retenue de garantie	La retenue de garantie à opérer est de : 10% du montant du marché payable après la réception définitive des ouvrages ou à la réception provisoire des ouvrages contre une caution bancaire couvrant les 10%. La période de garantie couvre 6 mois à partir de la date de réception provisoire.
Conditions d'entrée en vigueur du contrat	A la signature
Termes et Conditions de Contrat	Tout contrat ou bon de commande découlant de la présente consultation est soumis aux conditions générales de l'UNICEF et aux conditions spécifiques de l'Appel d'Offres.

TERMES DE REFERENCES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE JARDINS D'ENFANTS A 2 CLASSES AVEC DORTOIR ET MAGASIN ET D'UN BLOC DE LATRINE ECOSAN A 2 CABINES DANS LES REGIONS SAVANES, PLATEAUX ET GRAND LOME.

1. Object de la soumission

L'appel d'offre a pour objet la sélection d'entreprises de construction pour la mission ci-après :

- Réaliser les ouvrages de construction de 8 JEP et de latrines selon les prescriptions techniques ci-dessous et dans les délais.
- Confectionner et distribuer les mobiliers dans les 8 jardins d'enfants construits

L'entreprise s'engagera à exécuter les ordres donnés par l'UNICEF en application du marché des travaux sur avis et avec l'appui technique des services compétents des directions régionales de l'éducation qui abritent les ouvrages. Le présent Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (CPTP) se rapporte aux travaux de construction de :

- 8 bâtiments de jardins d'enfants publics (JEP) à deux classes avec dortoir et magasins,
- Un bloc de latrine ECOSAN à deux cabines
- La confection et distribution de mobiliers dans les salles de classes des jardins construits.

Il précise les dispositions générales adoptées ainsi que la nature des matériaux et les spécifications techniques. D'une façon générale, en ce qui concerne la qualité des matériaux, leur mise en œuvre, le mode d'exécution des travaux, etc., il y a lieu de se rapporter aux documents en vigueur au Togo. *2 bâtiments de JEP seront construits dans la région Grand Lomé, 3 dans la région des Plateaux et 3 dans la région des Savanes.*

Chaque entreprise postulante doit spécifier la ou les région(s) pour laquelle/lesquelles elle postule.

Le marché est réparti en 3 lots de façon suivante :

Lot N°1 Grand Lomé :

1. JEP ALINKA (IEPP Agoè-Est)
2. JEP Zanguera Centrale (IEPP Agoè Ouest)

Lot N°2 Plateaux Ouest :

1. Ecole normale de Formation des Professeurs d'écoles d'Adeta (IEPP Kpélé)
2. JEP Avetonou/B (IEPP Agou)
3. Kpalimé Numetukodzi (IEPP Kloto)

Lot N°3 : SAVANES

1. Ecole normale de Formation des Professeurs d'écoles de Mango (IEPP Oti Nord)
2. JEP GBETI (IEPP Oti Sud)
3. JEP Barkoissi (IEPP Oti Nord)

2. Description Générale de l'Ouvrage

Les bâtiments à construire se composent :

- de deux (2) salles de classes chacun,
- d'une (1) salle de dortoir,
- d'un (1) magasin
- d'une (1) terrasse
- d'une latrine (Modèle ECOSAN) compose de deux (2) cabines.

Chaque bâtiment scolaire ou latrine doit être doté(e) de rampe pour faciliter le déplacement des enfants handicapés. Au-delà des dimensions recommandées dans les prescriptions techniques, la pente et la longueur de la rampe devront être compatibles avec le type de terrain.

Dans tous les cas la rampe doit permettre une facile accessibilité aux utilisateurs. Chaque rampe doit comporter un garde-corps de part et d'autre pour éviter une chute éventuelle des enfants.

3. Exécution des travaux

3.1. Généralités

L'entreprise aura la charge de la réalisation des travaux tels que définis dans les prescriptions techniques ou figurant sur les éléments graphiques (vues en plan, façades, coupes...).

Toutes les dispositions précisées au présent CPTP et sur les plans seront respectées tant pour le choix des matériaux que pour le mode d'exécution. Les travaux à réaliser comprendront sans exception, tous ceux nécessaires à l'achèvement complet de la construction projetée et au parfait fonctionnement des ouvrages, que ces travaux soient décrits ou non. Les règles de l'art seront impérativement observées.

Remarques préalables

Les plans d'exécution fournis à l'entrepreneur doivent être rigoureusement respectés. **Toute erreur relevée sur les plans ou toute incompatibilité constatée au cours des travaux devra être signalée immédiatement au chargé des infrastructures de l'UNICEF par l'intermédiaire du bureau de contrôle recruté pour le suivi-contrôle du présent marché.** Toute modification doit faire l'objet d'une nouvelle approbation par UNICEF sur demande formelle du bureau de contrôle.

Pour tous les dosages manuels, employer les brouettes de 60 litres avec un remplissage au fer (brouette rase).

3.2. Installation et Repli de chantier

Il s'agit de l'aménagement d'une aire comprenant :

- un local pour les réunions de chantier,
- un local pour le stockage des matériaux et matériels ;

Le repli de l'ensemble des installations à la fin des travaux, la remise en état des lieux et toutes les dispositions sont à prendre pour assurer l'hygiène et la sécurité du chantier.

Le stockage de matériaux de construction dans les salles de classes par l'entreprise est formellement interdit même pendant les vacances scolaires.

3.3. Identification de l'ouvrage

C'est l'identification de l'ouvrage avec une écriture en relief. Le message à inscrire sur l'ouvrage sera communiqué à l'entreprise au cours de l'exécution des travaux par les personnes indiquées à UNICEF. Toute utilisation du Logo de l'UNICEF doit recevoir une approbation préalable pour s'assurer de sa conformité.

3.4. Implantation

L'implantation de l'ouvrage sera faite à un endroit élevé de sorte à favoriser un bon écoulement des eaux de pluies et des eaux de toiture du bâtiment. L'emplacement du bâtiment doit être validé lors de la remise officielle du site par les chargés de construction de la direction régionale de l'éducation (DRE) de laquelle ressort l'école bénéficiaire. **Aucun autre emplacement ne peut être accepté par l'entreprise après cette remise officielle sans l'avis de la DRE et sur approbation de l'UNICEF.**

Il est interdit de faire l'implantation dans une zone inondable : près des marigots et des bas-fonds ainsi que dans des zones de fort écoulement des eaux de pluies et des eaux des toitures de bâtiments. Il est également souhaité et dans la mesure du possible d'éviter d'implanter le bâtiment au bord de la route pour prévenir les accidents de circulation au cas où le bâtiment n'est pas situé à l'intérieur d'une clôture. **Le bâtiment doit se situer à l'intérieur du domaine d'une école primaire publique (EPP) en fréquentation. Aucun site d'implantation situé à plus de 100 mètres de l'enceinte de l'EPP n'est acceptable.**

Le bâtiment sera autant que possible orienté suivant l'axe Est-Ouest pour tenir compte du mouvement du soleil et des vents dominants.

L'implantation sera faite dans le strict respect des côtes indiquées sur les plans et devra faire objet de réception par le bureau de contrôle avec un procès-verbal de réception dressé dans le cahier de chantier et signé par les parties en présence.

3.5. Terrassements

3.5.1. Nettoyage et décapage

Avant toute implantation, on procédera au nettoyage des herbes, à l'abattage des arbres, au dessouchage puis au décapage de la terre végétale sur toute l'emprise du bâtiment et de la latrine. Ce décapage se fera sur une profondeur minimale de 20 cm. La surface à décaper sera l'emprise du bâtiment augmentée d'au moins 5 mètres de part et d'autre. Après décapage, le site doit être exempt de tous tissus herbeux, racines, souches et terre végétale. La terre décapée et les débris végétaux devront être évacués hors du site. **Ce travail devra se faire avec la participation de la population locale sous le leadership du maire, du chef de village, du responsable de l'organe de développement du village, du président du Comité de gestion des Ecoles Primaires (COGEP) et du président de l'Association des Parents d'Elèves (APE) sans oublier les associations de femmes, pour la mobilisation communautaire.** L'entreprise devra obligatoirement replanter des arbres en remplacement de tous ceux abattus avant l'implantation de l'ouvrage.

3.5.2. Fouilles

Elles seront exécutées en tranchées de 50 cm sous les murs et auront une profondeur qui dépendra de la portance des sols rencontrés. Cependant, elles ne doivent pas être inférieures à 60 cm (au point le plus bas du terrain si le sol est porteur, dans le cas contraire, atteindre le sol porteur). Les fouilles pour les semelles des poteaux seront de 70 cm x 70 cm et profondes de 25 cm de plus que les fouilles sous murs (profondeur minimale : 85 cm). Le fond de fouille doit être horizontal, réglé par un lit de sable de 5 cm et damé avant le coulage du béton de propreté.

3.5.3. Remblais

Les matériaux destinés au remblai seront d'une bonne qualité (latérite ou sable) et seront débarrassés de toutes impuretés. Les remblais sous dallage seront réalisés par couches successives de 20 cm bien arrosées et parfaitement compactées afin d'éviter tout phénomène d'affaissement.

Ce travail devra se faire avec la participation de la population locale sous le leadership du maire, du chef de village, du responsable de l'organe de développement du village, du président du Comité de gestion des Ecoles Primaires (COGEP) et du président de l'Association des Parents d'Elèves (APE) sans oublier les associations de femmes, pour la mobilisation communautaire.

Un arrosage est nécessaire : tenir compte de l'humidité de la terre d'apport et des conditions climatiques (surtout pendant l'harmattan).

Un hérisson est requis : dernière couche d'environ 10 à 15 cm, composée de moellons, pierrailles, graviers grossiers ou agglomérés concassés incorporés aux remblais, compactée et correctement damée : c'est la couche préparatoire pour le coulage du corps de dallage.

3.6. Maçonnerie

3.6.1. Murs de fondation

La fondation est en parpaings pleins de 20 cm x 20 cm x 40 cm dosés à 250 kg/m³ (13 parpaings au maximum par paquet de ciment) et jointoyés au mortier de 300 kg/m³. La hauteur minimale des fondations sera de 60 cm. La hauteur du soubassement doit être au moins égale à 40 cm au-dessus du TN au point le plus haut du terrain (20 cm de parpaing + 20 cm de longrine = 40 cm hors sol). L'épaisseur du mur sera de 20 cm.

Dosage des parpaings pleins de 20 : 1 paquet de ciment de 50 kg / 3 brouettes de sable soit 13 parpaings par paquet de ciment.

3.6.2. Murs en élévation

L'épaisseur des murs en élévation sera de 15 cm. Durant l'élévation des murs, les positionnements des poteaux, des chaînages intermédiaires et du chaînage haut doivent être prévus et respectés.

Les chaînages hauts seront coulés dans la masse et dans le prolongement du mur avec saillie. Les autres chaînages sont sans saillie.

Les caractéristiques des murs en élévation sont reprises sous formes de "module" : pan de mur compris entre deux poteaux, et répété.

Dosage des parpaings creux de 15 : 1 paquet de ciment de 50 kg / 3 brouettes de sable soit 20 parpaings par paquet de ciment

Dosage des claustras : 1 paquet de ciment de 50 kg / 2 brouettes de sable soit 25 claustras à ouverture directe ou 20 claustras anti – pluie par paquet.

3.6.3. Murs Transversaux et poutres avec pignons

Il s'agit des :

- 4 murs délimitant les salles de classe, le dortoir et le magasin,
- 1 poutre par salle de classe,
- Parpaings creux : 15 cm x 20 cm x 40 cm,
- Hauteur du mur transversal + mur pignon + enrobage des pannes : 5,25 m,
- Hauteur de la poutre+ mur pignon + enrobage des pannes : 2,35 m,
- Pente de chaque versant : 36% et correspondant exactement à l'assemblage des fermes.

Prévoir une aération des combles du bureau et du magasin en claustras à ouverture directe protégée par un grillage métallique triple torsion dans un encadrement en fer cornière, posé sur les murs pignons bordant le bureau et le magasin.

3.6.4. Modules munis d'une porte d'accès a une classe

- Parpaings creux : 15 cm x 20 cm x 40 cm sous le chaînage haut (2,9 m).
- Claustras à ouverture directe de 3 cm x 19 cm x 26 cm (épaisseur x largeur x hauteur) au-dessus du chaînage haut.

3.6.5. Modules munis d'une ouverture en claustras

• Façade principale

Parpaings creux de 15 cm x 20 cm x 40 cm entre la longrine et le chaînage sous claustras : 0,9 m de hauteur soit 4 couches de parpaings.

Claustras à ouverture directe de 3 cm x 19 cm x 26 cm (épaisseur x largeur x hauteur) entre le chaînage sous claustras et le chaînage haut : soit 7 couches de claustras.

4 couches de claustras au-dessus du chaînage haut.

• Façade postérieure

Parpaings creux de 15 cm x 20 cm x 40 cm entre la longrine et le chaînage sous claustras : 0,9 m de hauteur soit 4 couches de parpaings.

Claustras à ouverture semi-directe type anti-pluies de 3 cm x 19 cm x 26 cm (épaisseur x largeur x hauteur) entre le chaînage sous claustras et le chaînage haut : soit 7 couches de claustras

2 couches de parpaings creux de 15 cm x 20 cm x 40 cm au-dessus du chaînage haut.

3.6.6. Elévations des claustras

Les claustras doivent être exécutés avec soin. Tout enduit sur les claustras est proscrit.

Les claustras doivent être en saillie de 4 cm à l'extérieur et de 3 cm à l'intérieur

Les claustras doivent être montés avec des joints tirés à l'extérieur et à l'intérieur.

Les claustras doivent être bien alignés horizontalement et verticalement.

3.6.7. Murs du dortoir et du magasin

Parpaings creux : 15 cm x 20 cm x 40 cm pour tous les murs.

3.6.8. Finition de la terrasse

Entre la longrine et le chaînage sous claustras : 0,90 m de hauteur, soit 4 couches de parpaings creux de 15 cm x 20 cm x 40cm.

Entre le chaînage sous claustras et le chaînage haut : 7 couches de claustras à ouverture directe de type anti-pluie de 3 cm x 19 cm x 26 cm.

Au – dessus du chaînage haut : parpaings creux de 15 cm x 20 cm x 40cm.

3.6.9. Préfabrication des agglomérées et claustras

Les agglomérés peuvent être fabriqués manuellement ou mécaniquement selon les possibilités de l'entrepreneur. Ils seront fabriqués à l'aide de mortier dosé à 01 paquet de ciment pour 3 brouettes rases de sable moyen et grossier et 01 paquet de ciment pour 2 brouettes rases de sable fin et moyen pour les claustras.

Beaucoup d'attention devra être donné au bon gâchage du mortier et au bon compactage. ***Le démoulage devra se faire sur une aire propre et plate préparée à l'aide d'un mortier de chape dosé à 150kg/m³ bien nivelé, à l'abri du soleil sous des appâtâmes de fortune de 150 m² minimum. Les agglomérés et claustras devront être maintenus en bon état d'humidité pendant au moins huit (8) jours. Ils devront être protégés du vent et du soleil.***

Une attention particulière devra être donnée également à l'aspect régulier des agglomérés en vue de leur utilisation comme maçonnerie apparente. Dans tous les cas, l'entreposage des parpaings se fera soigneusement de manière à éviter les épaufrures et les casses.

N.B. : Les agglomérés devront avoir au moins quatorze (14) jours d'âge avant utilisation. Les claustras devront avoir vingt et un (21) jours d'âge avant utilisation.

3.6.10. Chape de finition

La chape de finition doit être réalisée directement sur la dalle fraîche

- Lisser avec de la poudre de ciment
- Epaisseur : 0,05 m
- Pente :
 - 0% dans les salles de classe, le bureau et le magasin.
 - 2 % vers l'extérieur, sur la terrasse (rectifier éventuellement pour maintenir la pente, si cela n'a pas été réalisé lors du coulage de la dalle).
- **Dosage de mortier**

1 sac de ciment de 50 kg / 2 brouettes rases de sable, ce qui équivaut à un dosage de 400 kg de ciment / m³ de mortier.

3.6.11. Béton – béton armé

3.6.11.1. Béton de propreté

Il est destiné à rendre propre et à régler le fond de fouille. Il est dosé à 150 kg de ciment par m³ de béton (1 paquet de ciment de 50 kg / 2 brouettes rases de sable / 4 brouettes rases de gravier) et coulé sur une épaisseur de 5 cm sur toute la largeur de la fouille et sur un lit de sable stabilisant dans le cas d'un sol argileux ou directement sur le fond de fouilles dans le cas d'un sol porteur.

Coulage du béton horizontal (mis à niveau).

3.6.11.2. Béton de forme de dallage

Il a une épaisseur de 8 cm et est coulé en domino sur une couche de sable de 5 cm bien arrosée. Il aura une légère pente vers la sortie. Le béton est dosé à 300 kg/m³ de ciment par m³ de béton (2 sacs de ciment de 50 kg / 2,5 brouettes de sable / 5 brouettes de gravier).

Ferraillage : quadrillage 30 cm x 30 cm en fers ronds lisses de 6

Joints de construction :

Dans les salles de classes : le dallage sera coulé en panneaux de 4m par 3 m réalisé en domino (joints secs entre dominos) :

Sur la terrasse : prévoir des joints secs au niveau de chaque poteau.

NB : Le dallage au sol ne peut être réalisé qu'après la couverture du bâtiment.

3.6.11.3. Béton armé pour semelles isolées

Les semelles sont de dimensions 70 cm x 70 cm x 20 cm. Le béton de semelle est dosé 350 kg/m³ (1 paquet de ciment de 50 kg / 1 brouette rase de sable / 2 brouettes rases de gravier).

Ferraillage : armature de répartition (longueur de coupe) 70 cm

- fers de diamètre 10 mm dans les 2 sens
- espacement : 15 cm (5T8 x 5T8)
- finition : bouts pliés en crochets (5 cm)
- ligature : fer recuit
- pose des armatures : enrobage de 5 cm
- fixer les armatures des poteaux avant coulage des semelles
- Longueur de recouvrement : 40 cm.

3.6.11.4. Benton armé pour longrine

Dimensions : 0,20 m x 0,20 m

Dosage du béton : 1 sac de ciment de 50 kg / 1 brouette rase de sable / 2 brouettes rases de gravier ce qui équivaut à un dosage de 350 kg de ciment / m³ de béton.

Ferraillage:

- Armatures principales : 4 fers de 10
- Cadres fermés de 15 cm x 15 cm en fers ronds lisses de diamètre 6 mm
- Espacement des cadres 20 cm
- Ligatures : fer recuit
- Longueur de recouvrement : 40 cm

Ancrage aux poteaux ou colonnes avant coulage du béton

Décoffrage latéral : après 20 heures minimum.

3.6.11.5. Béton armé pour chaînage intermédiaire

Le chaînage intermédiaire est réalisé à 2, 15 m de hauteur (après 10 couches de parpaings) :

- Aux 4 côtés du dortoir et du magasin (longueur totale : 24 m)
- Chaque module muni d'une porte d'accès à une classe (longueur totale : 12 m)
- Sur les trois autres murs transversaux (longueur totale : 12 m)

Dimensions : 0,15 m x 0,20 m - Hauteur sous - chaînage : 2,15 m

Dosage du béton : 1 sac de ciment de 50 kg / 1 brouette de sable / 2 brouettes de gravier ce qui équivaut à un dosage de 350 kg de ciment / m³ de béton.

Ferraillage :

- Armatures principales : 4 fers de 10
- cadres fermés de 10 cm x 15 cm en fers ronds lisses de 6
- espacement des cadres : 20 cm
- ligature : fer recuit
- recouvrement : 40 cm

- ancrage aux poteaux avant coulage du béton
- Longueur de recouvrement : 40 cm

Décoffrage :

- latéral : après 24 heures minimum
- du fond : 21 jours minimum (niveau ouverture)

3.6.11.6. Béton armé pour chaînages sous claustras

Le chaînage sous claustras est réalisé au-dessus de l'allège de chaque module muni d'une baie en claustras.

Dimensions : 0,15 m x 0,10 (épaisseur = 10 cm) - Hauteur sous chaînage : 0,90 m

Dosage du béton : 1 sac de ciment de 50 kg / 1 brouette de sable / 2 brouettes de gravier ce qui équivaut à un dosage de 350 kg de ciment / m³ de béton.

Ferraillage :

- armatures principales : 3 fers de 10
- épingle (1 boucle centrale + 2 crochets fermés) 8 cm en fers de 6 lisses
- espacement des épingles: 20 cm
- ligature : fer recuit
- recouvrement : 40 cm
- ancrage aux poteaux avant coulage du béton
- Longueur de recouvrement : 40 cm

Décoffrage latéral : après 24 heures minimum.

3.6.11.7. Béton armé pour chaînage haut

Dimensions : 0,20 m x 0,15 m (hauteur x épaisseur) avec saillie à l'extérieur pour les murs de façades ou 0,15 m x 0,15 m (hauteur x épaisseur) sans saillie pour les autres murs.

Hauteur sous chaînage haut : 3 m

Dosage du béton : 1 sac de ciment de 50 kg / 1 brouette de sable / 2 brouettes de gravier ce qui équivaut à un dosage de 350 kg de ciment / m³ de béton.

Ferraillage :

- armatures principales : 4 fers de 10
- cadres fermés de 10 cm x 15 cm en fers ronds lisses de 6
- espacement des cadres : 20 cm
- ligature : fer recuit
- recouvrement : 40 cm
- ancrage aux poteaux avant coulage du béton
- Longueur de recouvrement : 40 cm

Décoffrage latéral : après 24 heures minimum.

Remarque : Incorporer des fers doux de 6 en attente pour l'ancrage des fermes dans les poteaux et des pannes dans les chaînages.

3.6.11.8. Béton armé pour chaînage rampant sur murs pignons

Il est prévu un chaînage rampant de 15 cm x 10 cm sur tous les murs pignons.

Ferraillage:

- armatures principales : 2 fers de 10 (HA 10)
- épingle en fers ronds lisses de 6 espacées de 20 cm
- ligature : fer recuit
- recouvrement : 40 cm
- ancrage aux poteaux avant coulage du béton

- Longueur de recouvrement : 40 cm
- Décoffrage latéral : après 24 heures minimum.

3.6.11.9. Béton armé pour poteaux

3.6.11.9.1. Bas des poteaux

Ancrer les ferrillages des poteaux (bouts crochetés + ligatures) dans les armatures des semelles.

Faire passer les fers de la longrine à travers les fers des poteaux avec ligature ou les accrocher au second lit des fers des poteaux, avec ligature, avant coulage du béton.

Couler les bas des poteaux dans le prolongement des murs, intégrés à ceux – ci et sans saillie (épaisseur 20 cm).

Dimensions : 0,20 m x 0,20 m

Dosage du béton : 1 sac de ciment de 50 kg / 1 brouette rase de sable / 2 brouettes de gravier ce qui équivaut à un dosage de ciment 350 kg / m³ de béton.

Ferrillage :

- Armatures principales : 4 fers HA de 12
- Cadres fermés de 10 cm x 10 cm en fers ronds lisses de 6 mm
- Espacement des cadres : 15 cm
- Ligatures : fer recuit
- Longueur de recouvrement : 40 cm
-

3.6.11.9.2. Poteaux en élévation

Intégrés aux murs et dans leur prolongement : avec saillies sur toutes les façades

3.6.11.9.3. Poteaux isolés sur la terrasse :

Dimensions : 0,15 m x 0,15 m sur toute la hauteur des murs en élévation sauf les poteaux centraux des murs transversaux avec pignon qui sont de 0,15 m x 0,15 m sur toute la hauteur des murs et sans saillie.

Les poteaux recevant les portes du bureau et du magasin font saillie à l'intérieur et à l'extérieur, leur section est de 0,20 m x 0,15 m.

Hauteur sous chaînage haut : 3 m

Les poteaux centraux des murs transversaux s'élèvent jusqu'à hauteur des pignons (accrochage des doubles pannes faîtières)

Coffrage: Un soin particulier doit être apporté à la réalisation des coffrages pour les poteaux de la terrasse :

- Section intérieure de 15 cm x 15 cm (poteaux de façade et poteaux isolés de terrasse) ou 20 cm x 15 cm (poteaux recevant les portes du bureau et du magasin) ou 15 cm x 15 cm (poteaux centraux des murs pignons).
- En bois blanc lisse et sans défaut.
- Bois enduit intérieurement d'un démoulant.
- **Aplomb rigoureux du coffrage (l'enduit de finition des poteaux ne doit pas servir de correctif : un poteau non d'aplomb doit être cassé).**
- Les poteaux doivent être chanfreinés.

Dosage du béton: 1 sac de ciment de 50 kg / 1 brouette de sable / 2 brouettes de gravier ce qui équivaut à un dosage de 350 kg de ciment / m³ de béton.

Ferrillage :

- armatures principales : 4 fers HA de 12
- cadres fermés de 15 cm x 10 cm en fers ronds lisses de 6
- espacement des cadres : 15 cm
- ligature : fer recuit
- recouvrement : 50 cm
- Longueur de recouvrement : 40 cm

Faire passer les fers des chaînages intermédiaires et du chaînage haut à travers les fers des poteaux ou les accrocher au second lit des fers des poteaux avant coulage du béton.

Décoffrage latéral : après 24 heures minimum - Décoffrage des poteaux de la terrasse : après 4 jours minimum.

Remarque : la rectification des nids de sable ou de gravier ne doit se faire qu'après constatation du contrôleur.

3.6.11.9.4. Poteaux raidisseurs au niveau des portes d'accès aux classes

- Nombre : deux (un par porte)
- Dimensions : 0,15 m x 0,15 m
- Hauteur : 2,15 m, quittent la longrine, s'arrêtent au chaînage intermédiaire et servent de supports aux portes d'entrée des salles de classe
- ferrailage: armatures principales: **4 HA12.**

3.6.11.10. Béton armé pour poutres

3.6.11.10.1. Poutres entre les poteaux de la terrasse (2,90 m de longueur) et poutres situées dans le *prolongement du chaînage haut des 5 murs transversaux.*

Dimension : 0,15 m x 0,20 m (hauteur = 0,20 m) - Hauteur sous poutre : 3 m

Coffrage : Un soin particulier doit être apporté à la réalisation des coffrages pour les poutres :

- section intérieure de 15 cm x 20 cm
- en bois blanc lisse et sans défaut
- bois enduit intérieurement d'un démoulant
- rectitude rigoureuse du coffrage

Dosage du béton : 1 sac de ciment de 50 kg / 1 brouette de sable / 2 brouettes de gravier ce qui équivaut à un dosage de 350 kg de ciment / m³ de béton.

Ferrailage :

- armatures principales : 4 fers HA12
- cadres fermés de 10 cm x 15 cm en fers ronds lisses de 6
- espacement des cadres : 20 cm
- ligature : fer recuit
- recouvrement : 40 cm (éviter de faire des recouvrements au niveau des consoles)
- ancrage aux poteaux avant coulage du béton

Décoffrage :

Latéral: après 24 heures minimum. - Inférieur (fond): après 21 jours minimum.

Remarque : Les poutres, sur les 5 murs transversaux sont prolongées après le poteau de soutien, jusqu'à la fin du débordement de la charpente de 0,90 m

Dimension:

- 0,50 m x 0,15 m du côté du poteau dont 30 cm de retombée
- 0,20 m x 0,15 m à la fin du débordement

Ferrailage du renfort :

- en plus des armatures principales de la poutre, ajouter 2 fers HA de 10 à la nappe supérieure (donc 2HA12 + 2 HA10 pour la nappe supérieure et 2HA10 pour la nappe inférieure).
- cadres : fers ronds lisses de 6 (45 cm au niveau du poteau ; 15 cm en fin de débordement)

3.6.11.10.2. Poutres dans les salles de classe

1 poutre par salle de classe (6,30 m de longueur) - Dimension : 0,15 m x 0,40 m (hauteur = 0,40 m)

Hauteur sous poutre : 3 m

Coffrage : Un soin particulier doit être apporté à la réalisation des coffrages pour les poutres :

- section intérieure de 15 cm x 40 cm
- en bois blanc lisse et sans défaut
- bois enduit intérieurement d'un démoulant
- rectitude rigoureuse du coffrage

Dosage du béton : 1 sac de ciment de 50 kg / 1 brouette de sable / 2 brouettes de gravier ce qui équivaut à un dosage de 350 kg de ciment / m³ de béton.

Ferraillage :

- armatures principales: 4 fers HA 14
- armatures de peau: 4 fers HA 12
- armatures de montage: 2 fers HA 10
- cadres fermés de 10 cm x 35 cm en fers ronds lisses de 6
- espacement des cadres : 20 cm
- ligature : fer recuit
- pas de recouvrement pour les armatures fers HA14 et fers HA12
- Recouvrement: 40 cm pour les fers HA 10.
- ancrage aux poteaux avant coulage du béton

Décoffrage :

Latéral: après 24 heures minimum. - Inférieur (fond): après 21 jours minimum.

Remarque : Les poutres sont prolongées sur la terrasse par des poutres identiques à celles des murs transversaux. La section des poutres est de 0,15 m x 0,20 m (hauteur : 0,20 m).

Les entreprises doivent obligatoirement vérifier à l'achat toutes les sections des fers recommandées pour l'ensemble des travaux. Une réception des différents fers sera faite par le bureau de contrôle sur le chantier vérification au pied-à-coulisse des sections avant entreposage sur le chantier.

3.7. Charpente

3.7.11. Type de Bois, caractéristiques et traitement

Type de bois : bois durs. Le bois blanc non dur est proscrit.

Caractéristiques : Bois dur de première qualité, mûr et bien sec, ne présentant ni fissures, ni nœuds

Traitement : 2 couches d'huile carbonyle de la manière suivante :

1ère couche ou sol après préparation des pannes et avant assemblage.

2ème couche après assemblage et avant pose de la couverture

3.7.12. Fabrication et montage des pannes

- Les pannes sont fabriquées à partir des chevrons de 5 cm x 10 cm (épaisseur x hauteur)
- Elles doivent être assemblées en trait de JUPITER sur les murs pignons: pas d'assemblage des pannes dans le vide
- L'écartement des pannes doit correspondre à celui requis pour les tôles coupées sur une longueur de deux (02) mètres, quel que soit le type de tôle utilisée.
- Sur les murs pignons, les pannes sont ancrées dans le chaînage rampant puis attachées par des fers de 6 lisses préalablement ancrés dans le chaînage rampant.
- La panne faîtière est dédoublée de part et d'autre du sommet sur chaque versant : les 2 éléments sont posés bord à bord sur leurs bases.
- Les 2 éléments de panne faîtière sont ancrés aux 4 fers de 6 laissés en attente dans les poteaux centraux.

Remarque : il est prévu un débordement de 30 cm de la couverture par rapport aux façades latérales du bâtiment.

3.7.13. Planche de rive

Pour **parachever** l'ouvrage, une planche de rive est fixée sur la panne sablière (façade) et sur toutes les pannes de pignon. Sa hauteur est de 25 cm et ce uniformément sur tout le bâtiment. L'assemblage se fera par boulonnage (boulon tête ronde). L'assemblage à la pointe est rigoureusement proscrit.

NOTA BENE : ** l'Entrepreneur veillera à ce que toutes les pannes soient rabotées, dégauchies, et poncées. Les planches de rive devront subir le même traitement et être de plus moulurées.

3.7.14. Couverture

Avant la pose des tôles, la pose des pannes doit être vérifiée par le contrôleur. Ce contrôle reposera notamment sur la conformité des assemblages et l'accrochage des pannes aux murs pignons.

3.7.15. Tôles

Qualité : **Tôles de bac acier PRELAQUE de 0,40 mm d'épaisseur (couleur bleue)**. Les bacs aciers déclassés de 1er, 2ème ou 3ème catégorie sont proscrites.

Dimension minimale : 200 cm x 90 cm - Recouvrement / pose :

- en longueur : 20 cm
- largeur : minimum 2 ondulations
- la pose doit tenir compte du sens des vents dominants.

Fixation : Pointe de tôle rondelle, rigide avec anneau d'étanchéité (feuille bitumé ou feutre) et au moins 1 pointe pour 4 ondulations minimum (au sommet de l'ondulation) sur chaque panne.

Faîtière : standard, lisse, fixée sur les deux pannes faîtières.

3.7.16. Faux plafond (Dortoir et magasin)

- Chevron en appui sur le chaînage haut du mur central.
- 2 trappes d'accès de 0,60m x 0,60m (une dans le dortoir, une dans le magasin). Le bord des trappes d'accès sera renforcé par un cadre en bois.
- Utilisation de panneaux en contre – plaqué de 4 mm / finition en languettes de bois.

3.7.17. Huisseries métalliques

Les portes et fenêtres métalliques livrées sur chantier doivent répondre aux prescriptions décrites ci – dessous. Une attention particulière doit être apportée au sens d'ouverture des portes.

3.7.18. Qualité des matériaux

- Tôle plate noire de 1.50 mm, les tôles de récupération sont proscrites.
- Tube carré de 25 mm (fenêtres) et 30 mm (portes).
- Fer cornière de 30 mm (fenêtres) et 35 mm (portes).
- Fer plat de 20 / 4 pour les portes et fenêtres.
- Paumelles, verrous ou targettes, poignées : grand format (peuvent être réalisés artisanalement sous réserve d'une exécution soignée)

3.8. Réalisation des portes et fenêtres

3.8.11. Battant :

- Panneaux: tôle noire plate
- Traverse et montant : tube carré
- Les panneaux en tôle sont soudés sur les tubes carrés, par point, avec recouvrement après pliure de 1,5 cm minimum
- Les panneaux ne doivent souffrir d'aucune reprise

3.8.12. Encadrement

- Chambranles en fer cornière, pour réaliser un arrêt au battant

- Un jeu de 5 mm est requis entre l'encadrement et le battant, du côté ouverture, pour permettre une dilatation du battant (pour les portes).
- Pour les fenêtres, le jeu de 5 mm est situé entre les deux battants. Un fer plat de 20 mm est fixé sur les battants, côté extérieur, pour cacher ce joint de dilatation.

3.8.13. Fixation du battant à l'encadrement : 2 paumelles, grand format, dont :

- La partie fixe avec gond est soudée à l'encadrement
- La partie mobile est soudée sur le battant
- Le gond doit dépasser la partie mobile : ce qui constitue un antivol du battant de la porte.

3.8.14. Scellement de l'encadrement dans le mur

- Patte : fer de 8 de 10 cm, double et soudé au fer cornier ;
- Patte de scellement par chambranle vertical ;
- L'encadrement est fixé au ras du mur pour permettre une ouverture maximale ;
- Le scellement du côté portant des paumelles se fera dans un poteau raidisseur (chaînage vertical).

3.8.15. Livraison sur chantier

Les portes et fenêtres livrées sur chantier doivent être :

- Montées (battants montés sur encadrements)
- Munies des verrous ou targettes
- Munies des pattes de scellement
- Peintes d'une couche d'antirouille

3.8.16. Dimensions des portes, fenêtres et éléments de fermeture

3.8.16.1. Porte (4)

- 1 seul battant
- 2,15m de haut x 1,10 m de large, cadre compris (3 cotés) pour les classes
- 2.15m de haut x 0.90 m de large, cadre compris, pour le dortoir et le magasin
- 1 verrou extérieur :
 - ✓ corps du verrou soudé au battant ;
 - ✓ gâche ou anneau soudé à l'encadrement (fer cornière) ;
 - ✓ doit permettre la pose d'un cadenas.
- 2 poignées : extérieure et intérieure
- 2 paumelles « antivol »
- crochets au bas du mur placés à 10 cm du sol (pour maintenir la porte ouverte)
- ouverture

Classes : ouverture extérieure et vers la droite (vu de l'extérieur)

Dortoir : ouverture intérieure et vers la droite (vu de l'extérieur) - Magasin : ouverture intérieure et vers la gauche (vu de l'extérieur)

3.8.16.2. Fenêtres (3)

- 2 battants à panneaux pleins
- 1,50 m de large x 1,15 m de haut, cadre compris (4 côtés)
- gâches soudées à l'encadrement (haut et bas)
- barreaux anti – vols en barre T14 logées dans les tubes PVC et disposés verticalement avec un espacement de 20 cm.
- Crochets fixés au mur pour maintenir la fenêtre en position ouverte

3.9. Enduits

3.9.11. Enduits extérieurs des soubassements

- Epaisseur : 0,02 m de mortier gras
- Dosage : 1 sac de ciment de 50 kg / 2 brouettes rases de sable fin ce qui équivaut à un dosage de 400 kg de ciment / m³ de sable

Remarque : Descendre l'enduit le plus bas possible sous le niveau du sol dans la fouille (20 cm au moins en dessous du niveau du sol).

3.9.12. Enduits sur maçonnerie en élévation

Dosage identique à l'intérieur et à l'extérieur - Epaisseur : 1,5 cm

Dosage des enduits : 1 sac de ciment de 50 kg / 2,5 brouettes de sable soit un dosage de 300 kg de ciment/m³ de sable.

3.10. Tableaux

- 1 Tableau noir par salle de classe, équipé de porte – craies ancré dans le mur sur toute la longueur des tableaux.
- Dimensions: tableaux principaux longueur **5 m** ; hauteur : **1,20 m**
- Hauteur par apport au sol : **0,60 m**
- Epaisseur : 0,02 m
- Dosage du mortier 1 sac de ciment de 50 kg / 2 brouettes rases de sable / ocre noir, ce qui équivaut à : 400 kg de ciment / m³ de mortier.
- Réalisation

Le sable requis est tamisé au tamis « moustiquaire » (sable moyen et fin)

Ajout d'ocre noir au mélange sec avant humidification

Finition à la barbotine grasse avec ocre noir

Peinture de finition à l'ardoise

- Remarque : les arrêtes doivent être vives et le rectangle correctement d'équerre.

3.11. Escaliers

Les nez de marche des escaliers doivent être protégés par des cornières métalliques de 0,25 m ancrées au moyen de pattes de scellement dans la maçonnerie. Il convient de prévoir sur le côté droit des marches, une rampe d'accès de 1 m de large.

3.12. Badigeon et peinture

Les badigeons et peinture devront être appliqués sur des surfaces propres et dépoussiérées en trois couches. On commencera par l'application d'au moins une couche de peinture à huile avant l'exécution des badigeons. Les chapes ne doivent souffrir d'aucune tache ou salissure ; leur nettoyage doit être réalisé immédiatement après l'application des peintures.

3.12.11. Ouvrages préparatoires

Toutes les surfaces destinées à recevoir une application de peinture ou de vernis seront « préparées » selon les règles de l'art et conformément aux prescriptions de l'article 1.24 du DTU 59. Ces ouvrages, qu'ils soient ou non spécifiés au cours des paragraphes qui suivent, seront inclus dans les prix des ouvrages.

Ces apprêts seront effectués en fonctions de la nature de la surface à peindre, du système préconisé et de l'aspect requis.

Ils comprendront tous égrenages, ponçages des supports et entre couches de peinture, brossage, nettoyage, dégraissage, etc, sans que cette liste soit limitative.

3.12.12. Application de la peinture

En règle générale, l'application de la peinture est prévue à la brosse ou au rouleau. L'application de la peinture par pulvérisation est interdite.

Les parties d'ouvrages adjacents aux surfaces à peindre seront efficacement protégées contre les projections et retombées d'application.

3.12.13. Protection des ouvrages (art. 1.21 du DTU 59)

L'entrepreneur devra la protection des surfaces qui pourraient être tachées, attaquées ou détériorées (sols, menuiseries, etc.)

Tous ouvrages qui n'auraient pas repris leur aspect normal après nettoyage seront réfutés et leur remise en état incombe à l'entrepreneur qui pourra se soustraire à cette obligation si sa négligence ou sa faute a été constatée.

Cette remise en état pourra aller jusqu'au remplacement ou réfection complète de l'ouvrage détérioré avec toutes les sujétions qui en découlent.

3.12.14. Peintures extérieures et intérieures

Il sera appliqué sur toutes les façades extérieures et intérieures du bâtiment un badigeon à la chaux teintée dont la couleur est laissée avec au choix du maître d'ouvrage.

3.12.15. Menuiserie métallique

Brossage, deux couches d'antirouille, rebouchage au mastic et application de trois couches de peintures glycérophthalique dont la couleur est laissée au choix du maître d'ouvrage.

3.12.16. Composition de la peinture

- A définir par le contrôleur lors de l'exécution des travaux.

3.12.17. Application du badigeon de chaulage

- Application du badigeon : surface d'application bien brossée, sans salissures.
- Couches minimales avec badigeon pas trop liquide jusqu'à obtention d'une couverture parfaite et également répartie.

Remarques : Les chapes (sol) ne doivent souffrir d'aucune tâche ou salissure ; leur nettoyage doit être réalisé immédiatement après le chaulage, et ce, régulièrement.

4. Localisation

A définir par le contrôleur lors de l'exécution des travaux.

NB :

1/ Les diamètres des fers à utiliser sont les diamètres mesurés à froid et non ceux du marché. Des contrôles seront faits par le cabinet sur tous les fers avec les outils appropriés avant toute utilisation.

2/ Le dernier paiement sera fait après la réception provisoire sur la présentation d'une caution bancaire ou 6 mois après la réception provisoire. Les entreprises soumissionnaires doivent en tenir compte pendant la confection de leurs offres financières.

5. Participation Communautaire :

Il est important d'impliquer la communauté dans la réalisation des ouvrages. L'entreprise doit prendre attache avec le maire de la commune, le chef du village et les leaders communautaires y compris les femmes au début des travaux pour leur expliquer les apports attendus d'eux notamment l'assistance pour l'abattage des arbres si nécessaire, le nettoyage et dessouchage du site, l'appui en main d'œuvre bénévole pour le remblai, l'apport en eau.

De la participation de la communauté dépendra l'entretien continu et l'appropriation de l'ouvrage réalisé avec l'appui financier de UNICEF

6. Bloc de latrines

Il sera construit un bloc de latrine de type ECOSAN à 2 cabines, à une distance raisonnable du bâtiment en accord avec les techniciens de la DRE. Les spécifications techniques de bloc de latrines sont contenues dans ce DAO. Toutefois, il faut noter que l'entreprise fournira et posera des portes métalliques en panneaux pleins avec cadre en fer cornière en prévoyant **une grille servant de zone d'aération en haut de la porte.**

Aussi, elle posera des tuyaux de plomberie et de bidon pour recueillir les urines. Elle devra réaliser également un dispositif de lave-main en métallique, à distance égale entre le bloc de latrine et le bâtiment sur conseil des techniciens de la DRE et du bureau de contrôle. L'entreprise devra également prévoir une protection de la rampe et du bord de la terrasse par un garde-corps métallique.

7. Mobiliers

Tous les mobiliers doivent être confectionnés avec du bois dur et bien sec de première qualité ne présentant ni fissure ni nœuds.

Le tableau suivant récapitule les mobiliers à réaliser par site. Les plans et caractéristiques des mobiliers sont en annexe.

Tableau récapitulatif des mobiliers par site :

Désignation	Petites Chaises	Petites tables	Tables pour maître	Chaises pour maître	Armoire pour documents	Ecole/Localité
<i>Région Grand Lomé</i>						
Lot 1	80	80	3	6	1	
	80	80	3	6	1	
Total lot 1	160	160	6	12	2	2
<i>Région Plateaux Ouest</i>						
Lot 2	80	80	3	6	1	
	80	80	3	6	1	
	80	80	3	6	1	
Total lot 2	240	240	9	18	3	3
<i>Région Savanes</i>						
Lot 3	80	80	3	6	1	
	80	80	3	6	1	
	80	80	3	6	1	
Total lot 3	240	240	9	18	3	3

8. Sites retenus pour la construction des JEP

Les sites retenus pour la construction des jardins d'enfants seront adossés à des écoles déjà construites. Les principaux acteurs du projet sont la section éducation et l'Unité Supply de l'UNICEF, les autorités des régions concernées à savoir : les directions régionales du plan, hygiène-assainissement et de l'éducation, l'inspection de ressort de l'école, le corps enseignant de l'école concernée et la communauté bénéficiaire.

Les plans des latrines, Bâtiments JEP et des Mobiliers sont joints en annexe 6 du DAO.

Ci-dessous, les travaux à réaliser dans le cadre de ce marché :

N° des lots	Type d'ouvrages	Nombre	Localisation
LOT N°1	Bâtiment JEP de deux salles de classes avec dortoir-magasin et rampe	1	DRE Grand Lomé: JEP Alinka et JEP Zanguera Centrale
	Equipement :	80 petites chaises 80 Petites tables 1 Armoire 2 tables pour enseignants 6 chaises pour enseignants	
	Bloc sanitaire ECOSAN à deux cabines	1	
	Bâtiment JEP de deux salles de classes avec dortoir-magasin et rampe	1	
	Equipement :	80 petites chaises 80 Petites tables 1 Armoire 2 tables pour enseignants 6 chaises pour enseignants	
	Bloc sanitaire ECOSAN à deux cabines	1	
LOT N°2	Bâtiment JEP de deux salles de classes avec dortoir-magasin et rampe	1	DRE Plateaux Ouest : JEP ENFPE Adeta JEP Kpalimé Numetukodzi JEP Avetonou/B
	Equipement :	80 petites chaises 80 Petites tables 1 Armoire 2 tables pour enseignants 6 chaises pour enseignants	
	Bloc sanitaire ECOSAN à deux cabines	1	
	Bâtiment JEP de deux salles de classes avec dortoir-magasin et rampe	1	
	Equipement :	80 petites chaises 80 Petites tables 1 Armoire 2 tables pour enseignants 6 chaises pour enseignants	
	Bloc sanitaire ECOSAN à deux cabines	1	
	Bâtiment JEP de deux salles de classes avec dortoir-magasin et rampe	1	
	Equipement :	80 petites chaises 80 Petites tables	

		1 Armoire 2 tables pour enseignants 6 chaises pour enseignants	
	Bloc sanitaire ECOSAN à deux cabines	1	
LOT N°3	Bâtiment JEP de deux salles de classes avec dortoir-magasin et rampe	1	DRE Savanes : JEP ENFPE Mango JEP GBETI JEP Barkoissi
	Equipement :	80 petites chaises 80 Petites tables 1 Armoire 2 tables pour enseignants 6 chaises pour enseignants	
	Bloc sanitaire ECOSAN à deux cabines	1	
	Bâtiment JEP de deux salles de classes avec dortoir-magasin et rampe	1	
	Equipement :	80 petites chaises 80 Petites tables 1 Armoire 2 tables pour enseignants 6 chaises pour enseignants	
	Bloc sanitaire ECOSAN à deux cabines	1	
	Bâtiment JEP de deux salles de classes avec dortoir-magasin et rampe	1	
	Equipement :	80 petites chaises 80 Petites tables 1 Armoire 2 tables pour enseignants 6 chaises pour enseignants	
	Bloc sanitaire ECOSAN à deux cabines	1	

NB : Pour les deux jardins de Grand Lomé (Zanguera Centrale et Alinka), prière prévoir une clôture dont la fondation doit être de 80 cm. La hauteur du mur clôture doit être de 2,40 m avec chaînage servant de chapeau. Prévoir deux portes dont un grand double battant et une petite. Le budget de la clôture doit être séparé du budget de JEP et mobiliers.

Plans de bâtiment, latrine et mobiliers



Plan JEP-UNICEF.pdf



Façade principale WC
NOUVEAU 1.pdf



Vue en plan WC
NOUVEAU 1.pdf



Plan des mobiliers
JEP.pdf

9. Critères de sélection

Un comité ad' hoc de sélection des offres techniques sera mis en place pour dépouiller et analyser les offres reçues. Toute offre non conforme au dossier d'appel d'offre, notamment la soumission dans le délai, le nombre de copies demandées et la soumission des documents administratifs requis, sera éliminée. Seules les offres qui ont passé le cap de la conformité au DAO et dont les dossiers administratifs sont jugés recevables et peuvent faire objet d'analyse technique.

Pour les mobiliers, seules les offres financières comportant les travaux à réaliser, le marquage et les frais de transport ou de distribution des mobiliers sont demandée dans le cadre de ce DAO et ces offres financières en conformité avec les dimensions des mobiliers et la qualité des bois à utiliser seront analysées par les équipes compétentes de l'UNICEF.

Les entreprises retenues pour le présent marché sont celles dont les offres sont mieux-disantes après pondération entre les notes obtenues pour les offres techniques et la moyenne des offres financières des bâtiments, latrines et mobiliers.

La pondération finale sera de 70% pour l'offre technique et de 30% pour l'offre financière.

En somme, les offres financières comportent :

- Le montant des travaux de construction
- Le montant total de fabrication des mobiliers
- Les frais de transport et de distribution des mobiliers
- Le cout du marquage des mobiliers (logo Unicef)

Les aspects à évaluer pour l'offre technique sont mentionnés dans le tableaux suivants :

Critères d'évaluations/ sous critères pour les travaux de construction					
Entreprises	Description de l'organisation envisagée (la bonne compréhension du dossier d'appel d'offres et de la mission, l'organisation des travaux, la méthodologie proposée, planning et rapports de visite des sites) 25 points	Moyens humains et matériels proposés (avec description précise des postes, des attributions, des responsabilités et des profils) Critères à prendre en compte : 1. Moyens humains : - Conducteur des travaux : ingénieur génie civil ; BTS+3 ans d'expérience, CAP + 5 ans, CFA + 8 ans) Conducteur des travaux - Chefs de chantiers : minimum CFA+ 5 ans par chantier 1. Moyens matériels : - Matériel avec preuve à l'appui (matériels de construction, véhicules de liaison etc.) 25 points	Références de l'entreprise (notamment dans le domaine similaire au présent projet). Joindre les attestations de bonne fin d'exécution ou à défaut les rapports de réception des travaux). (Nombre de travaux de taille et de complexité similaires (40pts))	Qualité du dossier de soumission (elle sera jugée sur la clarté et la facilité à retrouver les pièces) Critères à prendre en compte: 1. Clarté 2. Présentation 3. Facilité de retrouver des pièces 4. Pagination 10 points	Total (100pts)

NB : les détails des points sont laissés à la discrétion du comité ad'hoc de sélection des offres techniques

12. Ouverture des plis et évaluation des offres

L'ouverture des plis (ou fichiers électroniques) se fera en présence du comité interne d'évaluation des offres. Les offres jugées non recevables seront éliminées. Les offres qui ne seront pas conformes aux termes et conditions de la présente consultation, y compris celles contenant des informations incomplètes seront disqualifiées.

L'évaluation des offres se fera en trois étapes :

1. Vérification de la conformité des pièces administratives : Registre du Commerce, attestation de paiement des cotisations CNSS et attestation de paiement des impôts, attestation de non-faillite (obligatoire à la soumission)
2. Evaluation de l'offre technique : L'analyse de la méthodologie proposée, les références techniques des soumissionnaires, Qualité du dossier de soumission, les moyens humains et matériels...
3. Evaluation de l'offre financière : choix de l'entreprise en règle, ayant soumis une offre techniquement et financièrement la plus claire et conforme aux plans et spécifications demandés

Les propositions offrant les meilleurs rapports qualité-prix d'un point de vue technique et commercial seront recommandées pour approbation. Un comité interne procédera à l'évaluation des offres et les conclusions de ce comité seront revues par le comité d'étude des contrats de l'UNICEF.

a) Evaluation des offres techniques (70 Points)

Le comité d'évaluation examinera et évaluera les soumissions techniques au regard de leur conformité aux termes de référence et à d'autres documents fournis, en faisant application des critères d'évaluation, des sous-critères et du système de points indiqués ci-dessous. Chaque soumission conforme recevra une note technique. Une soumission sera déclarée non conforme à ce stade si elle n'est pas essentiellement conforme à la RFP et, en particulier, aux exigences des termes de référence (TdR), ce qui signifie également qu'elle n'obtiendra pas la note technique minimale qui sera fixée à 70 points sur 100. Aucune modification ne pourra être apportée par L'UNICEF aux critères d'évaluation, aux sous-critères et au système de points indiqués ci-dessous après réception de l'ensemble des soumissions.

L'UNICEF examinera les soumissions afin de s'assurer que l'ensemble des dispositions des conditions générales et des conditions particulières du l'UNICEF auront été acceptées par les soumissionnaires, sans dérogation ou réserve.

Les offres techniques seront évaluées selon les critères et sous-critères de sélection ci-dessous :

b) Evaluation des offres Financières (30 Points)

Dans le cadre de la seconde étape, seules les soumissions financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale de 70 points seront ouvertes aux fins d'évaluation, de comparaison et d'examen. Les enveloppes de soumission financière correspondant aux soumissions n'ayant pas obtenu la note technique minimale ne seront pas prises en considération.

L'indice de prix de l'offre économiquement la moins chère recevra un score financier (SF) de 30 points.

Le score financier (SF) des autres offres sera calculé selon la formule suivante :

Notation de la Soumission Financière (SF) :

Notation de la SF = (prix offert le plus bas / prix de la soumission examinée) x 30

a) Evaluation globale

La note globale sera basée sur une combinaison de la note technique et de la note financière des soumissionnaires techniquement qualifiés. La formule de notation des soumissions sera la suivante :

Note combinée Totale : Notation Totale de la Soumission = (Notation de la ST) + (Notation de la SF)
--

13. Echancier et paiement

Un calendrier de paiement provisoire sera le suivant :

Pourcentage Réalisation	Pourcentage de paiement	Niveau de réalisation
35 %	30%	<ul style="list-style-type: none">- Niveau allège du bâtiment- Fosse latrine implantée- Bois de mobiliers réceptionnés
70 %	60%	<ul style="list-style-type: none">- Charpente posée et tôles et accessoires de couverture réceptionnées, portes et fenêtres réceptionnée ou posées- Dalle de couverture de latrine coulée - Portes posées et pot bébé posé, réalisation des tableaux achevée- Mobiliers réalisés
100 %	90 %	<ul style="list-style-type: none">- Bâtiment achevé ; enduit réalisé, cadenas achetés- Bloc de latrines totalement achevé- Mobiliers livrés et disposés dans les salles de classes
Retenue de garantie après réalisation des 100%	10%	<ul style="list-style-type: none">- Réception provisoire du bâtiment, latrine et mobiliers réalisée

14. Termes et Conditions de Contrat

Les termes et conditions générales de contrat de l'UNICEF sont joints au présent avis et serviront de base à toute commande ou contrat résultant de la présente consultation.

Les soumissionnaires sont tenus de respecter tous les documents et conditions du dossier d'appels d'offres. Le dossier d'appel d'offres est constitué des documents suivants :

1. Les présent TdRs.
2. Les Clauses Administratives Particulières
3. Les Clauses Techniques Particulières
4. Les spécifications techniques
5. Les documents Graphiques (plans et dessins en 3D)
6. Conformité avec les politiques éthique de l'Unicef (à cocher et à joindre au dossier de soumission)
7. Acte de soumission (à joindre au dossier de soumission)

Les soumissionnaires sont censés inclure dans leurs prix, tous les coûts résultants de la difficulté des travaux à exécuter, tous les frais généraux, assurances, bénéfices, aléas et autres, conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges.

La décomposition des prix globaux forfaitaires est établie sous leur responsabilité et ne pourra faire l'objet d'aucune réclamation ou modification ultérieure.

15. Conformité avec les politiques éthiques de l'UNICEF

Le (s) prestataire (s) sont tenus de respecter les principes éthiques et les normes définis par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (à cocher et à joindre au dossier de soumission) :

Oui	Non	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Exigences et conditions générales : J'ai /Nous avons lu et bien compris la RFP, y compris l'information et les données de la RFP, l'annexe des exigences, les conditions générales du contrat et toutes les conditions spéciales du contrat. Je/nous confirmons que le soumissionnaire accepte d'être lié par eux.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Je/Nous confirmons que le soumissionnaire possède la capacité et les licences nécessaires pour satisfaire ou dépasser complètement les exigences et qu'il sera disponible pour délivrer durant la période pertinente du contrat.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Éthique: En soumettant cette offre, Je/nous garantissons que le soumissionnaire: n'a conclu aucun arrangement inapproprié, illégal, collusoire ou anticoncurrentiel avec un concurrent; n'a pas approché directement ou indirectement un représentant de l'acheteur (autre que le point de contact) pour faire du lobbying ou solliciter des renseignements concernant la RFQ ;n'a pas tenté d'influencer, ni de fournir une forme quelconque d'incitation personnelle, de récompense ou d'avantage à un représentant de l'acheteur.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Travail des enfants : En soumettant cette offre, le/les fournisseur (s) potentiel (s) déclarent et garantit que ni lui, ni aucune des entreprises qui lui sont affiliées, ne se livrent à une pratique préjudiciable aux droits de l'enfant tels que définis par la législation togolaise en vigueur, en particulier celles qui sont incompatibles avec l'arrêté 1556 du 22 mai 2020 déterminant les travaux dangereux interdits aux enfants. La Convention internationale relative aux droits de l'enfant, ratifiée par le Togo, stipule en son article 32, que tout enfant doit être protégé contre l'accomplissement de tout travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Prévention de l'Exploitation et de l'Abus Sexuels (PEAS) : Le fournisseur/prestataire déclare et garantit qu'il a pris et prendra toutes les mesures appropriées pour prévenir l'exploitation ou les abus sexuels par son personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par son entreprise pour fournir des biens et/ou services au titre de ce bon de commande /attribué par UNICEF. À ces fins, l'activité sexuelle avec toute personne âgée de moins de 18 ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera l'exploitation et l'abus sexuels de cette personne. En outre, le fournisseur/prestataire déclare et garantit qu'il a pris et prendra toutes les mesures appropriées pour interdire à son personnel ou à toute personne engagée par son entreprise d'échanger de l'argent, des biens, des services ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles, ou de se livrer à des activités sexuelles qui exploitent ou dégradent toute personne. Cette disposition constitue une condition essentielle pour exécution d'un bon de commande ou contrat avec l'UNICEF et toute violation de cette déclaration et garantie autorisera l'UNICEF à résilier immédiatement le bon de commande ou contrat après notification au fournisseur/prestataire, sans aucune responsabilité pour les frais de résiliation ou toute autre responsabilité de quelque nature que ce soit.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Je/Nous confirmons qu'il s'engage à ne pas se risquer dans des pratiques interdites, ou toute autre pratique contraire à l'éthique, avec le SNU ou toute autre partie, et de mener des affaires d'une manière qui évite tout risque financier, opérationnel, de réputation ou autre indu pour l'ONU et nous avons lu le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies:

Oui	Non	
		https://www.un.org/Depts/ptd/about-us/un-supplier-code-conduct et reconnaissons qu'il fournit les normes minimales attendues des fournisseurs de l'ONU.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Conflit d'intérêts : Je/Nous garantissons que le soumissionnaire n'a pas de conflit d'intérêts réel, potentiel ou perçu pour soumettre ce devis ou conclure un contrat pour exécuter les exigences. Lorsqu'un conflit d'intérêts survient au cours du processus de la ITB, le soumissionnaire le signalera immédiatement au point de contact de l'organisation adjudicatrice.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Interdictions, sanctions: Je/Nous déclarons par les présentes que notre entreprise, ses filiales, filiales ou employés, y compris les membres de JV/Consortium ou les sous-traitants ou fournisseurs pour une partie quelconque du contrat n'est pas sous interdiction d'achat par l'Organisation des Nations Unies, y compris, mais sans s'y limiter, les interdictions découlant du Recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies et n'ont pas été suspendus, radiés, sanctionnés ou autrement identifiés comme non admissibles par aucune Organisation des Nations Unies ou le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre Organisation internationale.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Faillite : Je/Nous n'avons pas déclaré faillite, nous ne sommes pas impliqués dans des procédures de faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a pas de jugement ou d'action en justice en cours contre eux qui pourraient nuire à leurs opérations dans un avenir prévisible.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Période de validité de l'offre : Je/Nous confirmons que ce devis, y compris le prix, reste ouvert à l'acceptation de la validité de l'offre.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Je /Nous comprenons et reconnaissons que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute offre que vous recevrez, et nous certifions que les marchandises offertes dans notre devis sont nouvelles et inutilisées.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En signant cette déclaration, le signataire ci-dessous représente, justifie et convient qu'il a été autorisé par l'Organisation à faire cette déclaration en son nom.

Signature: _____

Nom: Click or tap here to enter text.

Titre: Click or tap here to enter text.

Date: Click or tap to enter a date.

16. Cadre de devis quantitative et bordereaux des prix

Les soumissionnaires sont priés de remplir ce formulaire, de le signer et de le retourner dans le cadre de leur soumission ainsi que de l'annexe C : Formulaire de soumission de devis. Le soumissionnaire remplit ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification de son format n'est autorisée et aucune substitution n'est acceptée.

16.1. Cadre de devis quantitative du JEP

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QTE	PU	M. Part.	M. Tot.
0	INSTALLATION, APPROVISIONNEMENT ET REPLI DE CHANTIER					
0.1	Installation, et repli de chantier	Ens	1.00			
1	TERRASSEMENT					
1.1	Nettoyage, décapage préparation du terrain	m²	255.00			
1.2	Fouilles pour fondations et semelles	m3	24.90			
1.3	Remblais provenant des fouilles	m3	16.60			
1.4	Remblais d'apport	m3	42.80			
2	BETON ET MACONNERIE					
2.1	Béton de propreté dosé à 150 kg/m3	m3	2.03			
2.2	Béton armé pour semelles dosé à 350 kg/m3 et armé avec des 10 tore m3	m3	2.06			
2.3	Béton armé pour poteaux dosé à 350 kg/m3 armé avec des 12 tore	m3	2.51			
2.4	Béton armé pour longrines dosé à 350 kg/m3 armé avec des 10 tore	m3	2.44			
2.5	Béton armé pour poutres dosé à 350 kg/ m3 armé avec 16,14 et 12 torem3	m3	3.41			
2.6	Béton armé pour chainages linteaux dosé à 350 kg/m3 armé de 10 torem3	m3	1.95			
2.7	Béton armé pour chainages bas sous claustras dosé à 350 kg/m3	m3	0.37			
2.8	Béton armé pour chaînage haut dosé à 350kg/m3 armé de 10 tore	m3	1.092			
2.9	Béton armé pour chaînage rampant dosé à 350kg/m3 armé de 10 tore	m3	1.20			
2.10	Béton armé pour porte-craie dosé à 350 kg/m3 armé de fers 8 tore	m3	0.44			
2.11	Béton armé pour dallage sol dosé à 300kg/m3 armé avec des fers de 6	m3	10.56			
2.12	Gros béton pour marches avec protection en fer cornière de 25	m3	0.675			
2.13	Gros béton pour rampe de 1 m (au moins) collée aux marches	m3	1.00			
2.14	Murs de fondation en parpaings pleins de 20 cm	m²	64.92			
2.15	Murs d'élévation en parpaings creux de 15 cm	m²	180.60			
2.16	Claustras à ouverture directe posés à deux niveaux	m²	46.02			
3	REVERTEMENTS					
3.1	Enduit extérieur des murs de soubassement	m²	37.26			
3.2	Enduit sur les murs d'élévation	m²	358.20			
3.3	Chape lisse de ciment au sol	m²	136.08			
3.4	tableaux noirs dans les 02 classes réalisés à 60 cm du sol fini	m²	12.00			
4	CHARPENTE- COUVERTURE					
4.1	Couverture en Tôle couleur bleu de 0,40mm sur pannes en bois durs y compris faîtières et toutes sujétions	m²	200			

4.2	Faux plafond en contre-plaqué de 4mm	m ²	24			
4.3	Planches de rive traitées de 25 cm de large	ml	63.70			
5	MENUISERIES METALLIQUES					
5.1	Fourniture et pose de 2 fenêtres métalliques en panneaux pleins de 1.5mx1.15m avec cadre cornière et barreaux de sécurité en fers		3.45			
	lisse de 16mm espacés de 10cm et fourrés dans des tubes plastiques	m ²				
5.2	Fourniture et pose de 2 portes métalliques en panneaux pleins avec cadres en cornière de 2.15m X 1.10m pour les classes		4.73			
		m ²				
5.3	Fourniture de 3 portes métalliques en panneaux pleins avec cadre en cornière de 2.15m x 0.90m pour le magasin et le dortoir		5.805			
		m ²				
5.4	Garde-corps en tuyau Galva pour rampe y compris toutes sujétions	ml	21.02			
6	BADIGEONS- PEINTURES					
6.1	Badigeons à la chaux blanche sur enduits et claustras	m ²	396.10			
6.2	Peinture vinylique (Foam) sur les enduits int.et ext.	m ²	396.10			
6.3	Peinture à huile sur les menuiseries métalliques	m ²	13.98			
6.4	Peinture à huile sur les planches de rive	m ²	15.92			
6.5	Vernis sur les plafonds en contre-plaqué	m ²	24.00			
6.6	Peinture ardoisine noire sur les tableaux	m ²	12.00			
7	IDENTIFICATION DU CHANTIER					
7.1	Fourniture et pose d'une plaque d'identification de l'ouvrage avec écriture en relief soumise à l' UNICEF ou au contrôleur	U	1.00			
	TOTAL GENERAL DES TRAVAUX					

16.2. Cadre de devis estimatif de latrine a 2 cabines

N°	DISIGNATION	UNITE	Qté	PU	MONTANT
I	TERRASSEMENT				
1	Installation et repli du chantier	ff	1		
2	Fouille pour fosse	m ³	1.05		
3	Fouille en puits pour semelle	m ³	0.3		
4	Fouille pour rampe et élargissement terrasse		4.85		
5	Remblai avec matériaux provenant des fouilles		3.2		
6	Remblai d'apport	m ³	1.43		
	<i>Sous total I</i>				
II	BETON ARME				
1	Semelles	m ³	0.38		
2	Poteaux	m ³	0.47		
3	Chainages	m ³	0.46		
4	Dalle pleine de 0,10 pour fosses	m ²	3.25		
5	Dalle pleine de 0,08	m ²	2.25		
6	Dallage au sol y compris rampe avec chape incorporée	m ³	1.22		
7	Béton de propreté	m ³	0.49		
	<i>sous total II</i>				
III	MACONNERIE				
1	Parpaings de 15 pleins pour fosse	m ²	10.5		
3	Parpaings de 15 pleins pour rampe et élargissement terrasse	m ²	16.03		
4	Parpaings de 10 pleins pour élévation	m ²	23.13		
5	Enduit vertical et horizontal	m ²	73.2		
6	Clastra pour aération	m ²	3.6		
	<i>Sous total III</i>				
IV	MENUISERIE BOIS ET METAL				
1	Porte métallique panneau plein y compris toutes sujétions (2,00X0,70)	U	2		
2	Portillons métalliques dans fer cornière de (0,8X0,0,5)	U	2		
3	Garde-corps en tuyau Galva pour rampe et bord de terrasse y compris toutes sujétions	ml	21.02		
	<i>Sous total IV</i>				
V	PLOMBERIE				
4	Pot bébé	U	2		
5	Tuyau d'aération	U	2		
	<i>Sous total V</i>				
VI	BADIGEON-PEINTURE				
1	Badigeon à la chaux et Foam sur maçonnerie et plafond	m ²	37.2		
3	Peinture à huile sur menuiseries bois et métal	m ²	5.6		
	<i>Sous total VI</i>				
TOTAL DEFINITIF D'UN BLOC 2 CABINES					

16.3. Cadre de bordereau de prix de JEP

N°	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	P.u.en chiffres	P.u. en lettres
0	INSTALLATION, APPROVISIONNEMENT ET REPLI DE CHANTIER			
0.1	Installation, et repli de chantier	Ens		
1	TERRASSEMENT			
1.1	Nettoyage,décapage préparation du terrain	m ²		
1.2	Fouilles pour fondations et semelles	m ³		
1.3	Remblais provenant des fouilles	m ³		
1.4	Remblais d'apport	m ³		
2	BETON ET MACONNERIE			
2.1	Béton de propreté dosé à 150 kg/m ³	m ³		
2.2	Béton armé pour semelles dosé à 350 kg/m ³	m ³		
2.3	Béton armé pour poteaux dosé à 350 kg/m ³	m ³		
2.4	Béton armé pour longrines dosé à 350 kg/m ³	m ³		
2.5	Béton armé pour poutres dosé à 350 kg/ m ³	m ³		
2.6	Béton armé pour chainages linteaux dosé à 350 kg/m ³	m ³		
2.7	Béton armé pour chainages bas sous claustras dosé à 350 kg/m ³	m ³		
2.8	Béton armé pour chainage haut dosé à 350kg/m ³	m ³		
2.9	Béton armé pour chainage rampant dosé à 350kg/m ³	m ³		
2.10	Béton armé pour porte-craie dosé à 350 kg/m ³	m ³		
2.11	Béton armé pour dallage sol dosé à 300kg/m ³	m ³		
2.12	Gros béton pour marches avec protection en fer cornière de 25	m ³		
2.13	Gros béton pour rampe de 1 m collée aux marches	m ³		
2.1	Murs de fondation en parpaings pleins de 15 cm	m ²		
2.15	Murs d'élévation en parpaings creux de 12 cm	m ²		
2.16	Claustres à ouverture directe posés à deux niveaux	m ²		
3	REVERTEMENTS			
3.1	Enduit extérieur des murs de soubassement	m ²		
3.2	Enduit sur les murs d'élévation	m ²		
3.3	Chape lisse de ciment au sol	m ²		
3.4	tableaux noirs dans les 02 classes réalisés à 60 cm du sol fini	m ²		
4	CHARPENTE- COUVERTURE			
4.1	Couverture en Tôle couleur bleu de 0,40mm sur pannes en bois durs y compris faîtières et toutes sujétions	m ²		
4.2	Faux plafond en contre-plaqué de 4mm	m ²		
4.3	Planches de rive traitées de 25 cm de large	ml		
5	MENUISERIES METALLIQUES			
5.1	Fourniture et pose de 2 fenêtres métalliques en panneaux pleins de 1.5mx1.15m avec cornière et barreaux de sécurité en fers de 16mm espacés de 10cm et fourrés dans des tubes plastiques	m ²		
5.2	Fourniture et pose de 2 portes métalliques en panneaux pleins avec cadres en cornière de 2.15m X 1.10m pour les classes	m ²		

5.3	Fourniture de 3 portes métalliques en panneaux pleins avec			
	cornière de 2.15m x 0.90m pour le magasin et le doctoir	m ²		
5.4	Garde corps en tuyau galva pour rampe y compris toutes sujétions	ml		
6	BADIGEONS- PEINTURES			
6.1	Badigeons à la chaux blanche sur enduits et claustras	m ²		
6.2	Peinture vinylique(Fom) sur les enduits int.et ext.	m ²		
6.3	Peinture à huile sur les menuiseries métalliques	m ²		
6.4	Peinture à huile sur les panches de rive	m ²		
6.5	Vernis sur les plafonds en contre-plaqué	m ²		
6.6	Peinture ardoisine noire sur les tableaux	m ²		
7	IDENTIFICATION DU CHANTIER			
7.1	Fourniture et pose d'une plaque d'identification de l'ouvrage			
	avec écriture en relief soumise à l' UNICEF ou au contrôleur	U		

16.4. Cadre bordereau de prix d'une latrine ECOSAN à deux cabines

N°	DESIGNATION	UNITE	P.u.en chiffres	P.u. en lettres
I	TERRASSEMENT			
1	Installation et repli du chantier	ff		
2	Fouille pour fosse	m ³		
3	Fouille en puits pour semelle	m ³		
4	Fouille pour rampe et élargissement terrasse			
5	Remblai avec matériaux provenant des fouilles			
6	Remblai d'apport	m ³		
II	BETON ARME			
1	Semelles	m ³		
2	Poteaux	m ³		
3	Chainages	m ³		
4	Dalle pleine de 0,10 pour fosses	m ²		
5	Dalle pleine de 0,08	m ²		
6	Dallage au sol y compris rampe avec chape incorporée	m ³		
7	Béton de propreté	m ³		
III	MACONNERIE			
1	Parpaings de 15 pleins pour fosse	m ²		
3	Parpaings de 15 pleins pour rampe et élargissement terrasse	m ²		
4	Parpaings de 10 pleins pour élévation	m ²		
5	Enduit vertical et horizontal	m ²		
6	Claustra pour aération	m ²		
IV	MENUISERIE BOIS ET METAL			
1	Porte métallique panneau plein y compris toutes sujétions (2,00X0,70)	U		
2	Portillons métalliques dans fer cornière de (0,8X0,0,5)	U		
3	Garde-corps en tuyau galva pour rampe et bord de terrasse y compris traitement antirouille, peinture et toutes sujétions	ml		
V	PLOMBERIE			
4	Pot bébé	U		
5	Tuyau d'aération	U		
VI	BADIGEON-PEINTURE			
1	Badigeon à la chaux et Foam sur maçonnerie et plafond	m ²		
3	Peinture à huile sur menuiseries bois et métal	m ²		

Je, soussigné, certifie que je suis dûment autorisé à signer cette offre et à lier la société ci-dessous au cas où l'offre serait acceptée.	
<i>Nom exact et adresse de l'entreprise</i> Nom de l'entreprise Click or tap here to enter text. Adresse: Click or tap here to enter text. Click or tap here to enter text. Phone No.:Click or tap here to enter text. Adresse e-mail: Click or tap here to enter text.	Signature autorisée: _____ _____ Date:Click or tap here to enter text. Nom:Click or tap here to enter text. Titre fonctionnel du signataire :Click or tap here to enter text. Adresse e-mail: Click or tap here to enter text.

ANNEXE C : ACTE DE SOUMISSION

A Madame La Représentante de l'UNICEF

Madame la Représentante,

La société soussignée propose par les présentes de fournir des services professionnels au titre de " objet « **Les Travaux de construction et équipement de jardin d'enfants a 2 classes avec dortoir et magasin et d'un bloc de latrine Ecosan a 2 cabines dans les régions Savanes, Plateaux et Grand Lome**» » conformément à votre invitation à soumissionner en date du [] et à notre soumission. Nous déposons, par les présentes, notre soumission qui inclut la soumission technique et la soumission financière a l'adresse suivante : tgosupply@unicef.org avec comme objet « **« Les Travaux de construction et équipement de jardin d'enfants a 2 classes avec dortoir et magasin et d'un bloc de latrine Ecosan a 2 cabines dans les régions Savanes, Plateaux et Grand Lomé**» »

Par les présentes, nous déclarons ce qui suit :

- a) toutes les informations et déclarations indiquées dans la présente soumission sont exactes et nous reconnaissons que toute fausse déclaration y figurant pourra conduire à notre élimination ;
- b) nous ne figurons actuellement pas sur la liste des fournisseurs radiés de l'UNGM et l'ARMP ou sur toute autre liste d'autres organismes du SNU et nous ne sommes liés à aucune société ou personne figurant sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU ;
- c) nous ne faisons l'objet d'aucune procédure de faillite et ne sommes partie à aucune procédure en cours ou action en justice susceptible de compromettre la continuité de notre activité ;
- d) nous n'employons et ne prévoyons d'employer aucune personne qui est employée ou qui a été récemment employée par l'ONU ; et
- e) nous n'employons pas d'enfants (moins de 18 ans) sur nos sites.

Nous confirmons que nous avons lu, compris, et que nous acceptons, par les présentes, les termes de référence qui décrivent les devoirs et responsabilités qui nous incombent aux termes de la RFP, ainsi que les conditions générales du contrat de services professionnels de l'UNICEF.

Nous nous engageons à nous conformer à la présente soumission pour au moins [insérez la durée de validité indiquée dans la fiche technique]. _____

Nous nous engageons, si notre soumission est acceptée, à entamer la fourniture services au plus tard à la date indiquée.

Nous comprenons et reconnaissons pleinement que l'Unicef n'est pas tenu d'accepter la présente soumission, que nous supporterons l'ensemble des coûts liés à sa préparation et à son dépôt et que l'UNICEF ne sera pas responsable ou redevable desdits coûts, quel que soit le déroulement ou le résultat de l'évaluation.

Nous reconnaissons que l'Unicef n'est pas tenu de donner suite au présent appel d'offre. Cordialement,

Date: _____ Signature autorisée [en entier avec les initiales] : _____

Nom et fonction du signataire : _____ Nom de la société: _____

Coordonnées : _____

ANNEXE D : CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ENTREPRISE

1.0 STATUT JURIDIQUE : Le statut juridique du Cabinet est celui d'un cabinet indépendant vis-à-vis De l'UNICEF. Le personnel et les sous-traitants du l'Cabinet ne sont en aucune façon considérés comme des employés ou des mandataires de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies.

2.0 INSTRUCTIONS D'AUTORITES EXTERIEURES : Le Cabinet ne sollicitera ni n'acceptera d'instructions d'aucune autorité autre que l'UNICEF dans le cadre des services fournis aux fins du Contrat. Il s'abstiendra de toute action pouvant porter préjudice à l'UNICEF ou à l'Organisation des Nations Unies et exécutera ses engagements en ayant pleinement égard aux intérêts de l'UNICEF.

3.0 RESPONSABILITE DE L'CABINET POUR SES EMPLOYES : Le Cabinet répond de la compétence professionnelle et technique de ses employés. Il choisira aux fins de l'exécution du Contrat, des personnes efficaces, respectueuses des coutumes locales et possédant de hautes qualités morales et éthiques.

4.0 CESSION : Le Cabinet ne peut transférer, céder, mettre en gage, nantir ou autrement disposer tout ou partie de ses droits, créances ou obligations découlant du présent Contrat, sauf autorisation écrite préalable de l'UNICEF.

5.0 SOUS-TRAITANCE : Le cabinet/bureau de contrôle doit obtenir au préalable, dans chaque cas, l'approbation et l'accord écrit de l'UNICEF avant d'engager des sous-traitants. Cette approbation ne dégage le cabinet d'aucune des obligations qui découlent pour lui du Contrat. Tout contrat de sous-traitance est régi par les dispositions du Contrat et doit y être conforme.

6.0 NON-OCTROI D'AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES : Le Cabinet certifie qu'aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies n'a reçu ni ne recevra, directement ou indirectement, un quelconque avantage en rapport avec le Contrat ou l'attribution du Contrat. Il reconnaît que le non-respect de cette disposition constitue une violation d'une condition essentielle du Contrat.

7.0 APPEL EN GARANTIE : Le cabinet se portera garant de l'UNICEF, prendra fait et cause pour lui et le défendra à ses propres frais, ainsi que les mandataires, agents, préposés et employés de l'UNICEF, contre toute poursuite, réclamation, demande et responsabilité de toute nature, y compris les frais et débours y ayant trait, qui se fondent sur des actes ou des omissions du cabinet, de ses employés, mandataires ou sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat. La disposition précédente s'applique, entre autres, aux poursuites, réclamations et actions en responsabilité en matière d'assurance ou d'indemnisation des travailleurs, de responsabilité produit et de responsabilité liée à l'utilisation par le cabinet, ses employés, mandataires, préposés ou sous-traitants, d'inventions ou de procédés brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou autre propriété intellectuelle. Les dispositions de cet Article survivent à l'expiration ou la résiliation du Contrat.

8.0 ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE

8.1 Le cabinet est tenu de contracter et de maintenir en vigueur une assurance tous risques protégeant ses biens et tout matériel utilisé pour l'exécution du Contrat.

8.2 Le cabinet est tenu de souscrire et de maintenir en vigueur toutes assurances appropriées en matière d'accidents du travail ou d'invalidité, ou l'équivalent, pour couvrir ses employés et répondre à toute réclamation résultant de blessures ou décès liés à l'exécution du Contrat.

8.3 Le cabinet est également tenu de souscrire et de maintenir en vigueur une assurance d'un montant suffisant pour couvrir toute réclamation de tiers résultant de décès, blessures ou dommages matériels découlant de la fourniture de services dans le cadre du Contrat, ou du fonctionnement de tout véhicule, bateau, aéronef ou autre engin appartenant ou loué au cabinet, ses agents, préposés, employés et sous-traitants accomplissant une tâche ou fournissant un service lié au Contrat.

8.4 Sauf dans le cas de l'assurance en matière d'accidents du travail et d'invalidité visée au paragraphe 8.2 ci-dessus, les polices d'assurance visées dans le présent article :

(i) Reconnaîtront à l'UNICEF la qualité de coassuré ;

(ii) Contiendront une clause de renonciation à la subrogation de l'assureur dans les droits du cabinet contre l'UNICEF ;

(iii) Disposeront que l'UNICEF doit être avisé par écrit 30 jours à l'avance, par l'assureur, de toute annulation ou modification de la couverture.

8.5 Le cabinet est tenu de produire à la demande de l'UNICEF la preuve qu'il a contracté les assurances visées dans le présent article.

9.0 CHARGES : Le cabinet ne permettra pas que soit déposé ou maintenu auprès d'un officier public, ou auprès de l'UNICEF, ou d'une autre manière, aucun privilège, hypothèque, action en saisie, ou autre charge ou servitude en raison de sommes dues ou qui viendraient à être dues pour des travaux exécutés ou des matériaux fournis dans le cadre du Contrat ou en raison de toute réclamation ou demande contre le cabinet.

10.0 PROPRIETE DU MATERIEL : Le matériel et les biens fournis par l'UNICEF restent sa propriété et doivent lui être restitués à la fin du Contrat, ou avant la fin du Contrat lorsque le cabinet n'en a plus besoin, et ce dans l'état où celui-ci les a reçus, compte tenu de l'usure normale. Le cabinet est tenu d'indemniser l'UNICEF pour le matériel dont il est établi qu'il a subi des dommages ou des dégradations supérieures à l'usure normale.

11.0 DROITS D'AUTEURS, BREVETS ET AUTRES DROITS EXCLUSIFS : La propriété intellectuelle et les autres droits de propriété, entre autres les brevets, droits d'auteur et marques déposées, concernant les produits, documents ou autres matériaux ayant un lien direct avec le Contrat ou produits, préparés ou recueillis aux fins du Contrat, appartiennent à l'UNICEF. Sur demande de l'UNICEF, le cabinet est tenu de prendre toutes actions nécessaires, d'établir, signer, et valider tout document requis et, généralement, de prêter son concours en vue d'obtenir et de transférer à l'UNICEF de tels droits, conformément à la loi applicable.

12.0 UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLEME OU DU SCEAU OFFICIEL DU SNU

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : Le cabinet ne fera état en aucune façon de sa qualité de cocontractant de l'UNICEF. Il s'abstiendra d'utiliser de quelque façon que ce soit le nom, l'emblème ou le sceau officiel de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies ou toute abréviation du nom de ces institutions dans le cadre de ses activités ou dans d'autres circonstances.

13.0 CARACTERE CONFIDENTIEL DES DOCUMENTS ET DES INFORMATIONS

13.1 Tous documents, dessins, plans et rapports, toutes cartes, photographies, mosaïques, recommandations, évaluations et autres données élaborés ou reçus par le cabinet aux fins du Contrat sont la propriété de l'UNICEF. Ils doivent être traités comme des documents confidentiels qui ne seront remis qu'aux fonctionnaires habilités de l'UNICEF après achèvement des travaux prévus dans le Contrat.

13.2 Le cabinet ne peut révéler en aucune circonstance à un particulier, à un gouvernement ou à une autorité autre que l'UNICEF, les informations dont il a connaissance en raison de sa collaboration avec l'UNICEF et qui n'ont pas été rendues publiques, sauf autorisation de l'UNICEF; il lui est également interdit de chercher à retirer un avantage de telles informations. Ces obligations n'expiront pas à la fin du Contrat.

14.0 FORCE MAJEURE ET AUTRES EVENEMENTS

14.1 L'expression "force majeure" utilisée dans le présent article s'entend des catastrophes naturelles, guerres (déclarées ou non), invasions, révolutions, insurrections ou tous autres actes de nature ou de portée similaires.

14.2 Lorsque survient un cas de force majeure qui l'empêche totalement ou partiellement d'honorer les obligations et les responsabilités qui lui incombent en vertu du Contrat, le cabinet est tenu d'en aviser dès que possible l'UNICEF par écrit et en détail. Le Cabinet doit également notifier l'UNICEF de tout changement de circonstance ou de tout événement qui entrave ou peut entraver l'exécution du Contrat. Cette notification devrait comporter des mesures que le Cabinet propose de prendre, y compris des alternatives qui ne sont pas touchées par le cas de force majeure à l'exécution du Contrat. Une fois dûment informé conformément au présent article, l'UNICEF a le droit, à sa seule discrétion, de prendre toutes mesures qu'il juge appropriées ou nécessaires au regard des circonstances, et notamment d'accorder au Cabinet une prorogation raisonnable du délai qui lui est imparti pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat.

14.3 Lorsque le Cabinet se trouve par force majeure dans l'incapacité permanente, totale ou partielle, d'honorer les obligations et les responsabilités qui découlent pour lui du Contrat, l'UNICEF a le droit de suspendre ou résilier celui-ci dans les conditions fixées à l'article 15

("Résiliation"), sauf que le préavis est dans ce cas de sept (7) jours et non de trente (30) jours.

15.0 RESILIATION DU CONTRAT

15.1 Chacune des Parties peut résilier le Contrat pour juste motif, en tout ou en partie, moyennant un préavis écrit de 30 jours à l'autre Partie. L'engagement d'une procédure d'arbitrage en vertu de l'article 16 ("Règlement des différends") n'est pas considéré comme une résiliation du Contrat.

15.2 L'UNICEF se réserve le droit de résilier à tout moment le présent Contrat sans motiver sa décision moyennant préavis écrit de trente (30) jours au Cabinet. L'UNICEF rembourserait alors au l'Cabinet les dépenses que celui-ci avait raisonnablement engagées avant de recevoir le préavis.

15.3 En cas de résiliation du Contrat par l'UNICEF en vertu du présent article, l'UNICEF n'est tenu de payer au Cabinet que pour les travaux et services exécutés à la satisfaction de l'UNICEF conformément à ce qui est expressément prévu dans le Contrat. Le Cabinet devrait prendre immédiatement des mesures pour terminer les travaux et services d'une manière rapide et ordonnée et minimiser les pertes et dépenses.

15.4 Si le Cabinet fait faillite, est mis en liquidation, est déclaré insolvable ou procède à une cession au bénéfice de ses créanciers, ou si un syndic ou administrateur de faillite ou un liquidateur est nommé, l'UNICEF a la faculté, sans préjudice de tous autres droits ou recours qu'il peut faire valoir en vertu des présentes conditions, de résilier immédiatement le Contrat. Le Cabinet est tenu d'aviser immédiatement l'UNICEF s'il se trouve dans l'un des cas ci-dessus.

16.0 REGLEMENT DES DIFFERENDS

16.1 Règlement Amiable

Les Parties font de leur mieux pour régler à l'amiable tout différend, litige ou réclamation découlant du Contrat, de sa résiliation, sa nullité ou sa violation. Si les Parties souhaitent rechercher un règlement amiable par voie de conciliation, la conciliation doit être conduite conformément aux règles de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international alors en vigueur, ou à telle autre procédure dont les Parties pourront convenir.

16.2 Arbitrage

Si un différend, litige ou réclamation découlant du Contrat, de sa résiliation, sa nullité ou sa violation, ou qui y est relatif, n'est pas réglé à l'amiable selon le paragraphe 1 du présent article dans les soixante (60) jours de la réception par l'une des Parties de la demande de règlement amiable faite par l'autre Partie, le différend, litige ou réclamation doit être soumis par l'une ou l'autre Partie à arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international alors en vigueur, y compris les dispositions sur la loi applicable. Le tribunal arbitral n'a pas le pouvoir d'accorder de dommages-intérêts à titre de sanction. En outre, à moins que cela ait expressément convenu par le présent bon de commande, le tribunal arbitral n'a pas le pouvoir d'accorder des intérêts. Les Parties sont liées par la sentence arbitrale rendue au terme dudit arbitrage comme valant règlement final et définitif du différend, litige ou réclamation.

17.0 PRIVILEGES ET IMMUNITES : Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme une renonciation, expresse ou tacite, aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires.

18.0 EXONERATION D'IMPOTS

18.1 La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies dispose que l'Organisation des Nations Unies (y compris ses organes subsidiaires) est exonérée de tout impôt direct, à l'exception de la rémunération de services d'utilité publique, et de tous droits de douane ou redevances de nature similaire à l'égard des objets importés ou exportés pour son usage officiel. En cas de refus des autorités fiscales de reconnaître l'exonération dont bénéficie l'UNICEF en ce qui concerne de tels impôts, droits ou redevances, le cabinet consulte sans délai l'UNICEF afin de déterminer une procédure mutuellement acceptable.

18.2 En conséquence, le cabinet autorise l'UNICEF à déduire des factures les montants correspondant à de tels impôts, droits ou redevances, à moins que le cabinet n'ait consulté au préalable l'UNICEF à ce sujet et que l'UNICEF ne l'ait, dans chaque cas, expressément autorisé à payer sous réserve de tels droits, impôts ou redevances. Dans un tel cas le cabinet remettra à l'UNICEF une preuve écrite attestant que ces impôts ou droits ont été payés et que leur paiement a été dûment autorisé.

19.0 TRAVAIL DES ENFANTS

19.1 Le cabinet déclare et garantit que ni le Cabinet, ni aucune des entreprises qui lui sont affiliées, n'est engagé dans aucune pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment l'article 32 de celle-ci qui dispose que tout enfant doit être protégé contre l'accomplissement de tout travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

19.2 Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le Contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.

20.0 MINES

20.1 Le Cabinet déclare et garantit que ni lui ni aucune de ses filiales n'est directement et activement impliquée dans des brevets, développement, assemblage, production, commerce ou manufacture de mines ou de composants fondamentalement entrant dans la fabrication de mines. Le terme "mine" se réfère aux engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II additionnel à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

20.2 Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le Contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.

21.0 RESPECT DE LA LOI : Le Cabinet est tenu de respecter toutes les dispositions des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent à l'exécution de ses obligations découlant du Contrat.

